

Vu l'urgence;

Considérant que le montant visé au présent arrêté doit être versé le plus rapidement possible au Fonds des établissements et des services de santé dans la mesure où il exécute l'accord social relatif au secteur des soins de santé, qui a été conclu par le gouvernement fédéral en 2005 avec les organisations représentatives concernées des employeurs et des travailleurs salariés;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 avril 2007;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 20 avril 2007;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le montant, visé à l'article 191, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>ter</sup>, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, destiné au financement des fonds visés à l'article 35, § 5, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, en vue du paiement des indemnités prévues dans l'accord social qui a trait au secteur des soins de santé, qui a été conclu par le gouvernement fédéral en 2005 avec les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs, pour autant qu'il concerne des travailleurs occupés dans le secteur des soins à domicile, dans les maisons médicales et par la Croix-Rouge, est fixé à 5.973.078 EUR pour l'année 2007.

**Art. 2.** Le montant visé à l'article 1<sup>er</sup> est versé comme suit par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité :

pour le secteur privé, 5.876.980 EUR à destination du Fonds Maribel Social pour les établissements et services de santé 305.2;

pour le secteur public, 96.097 EUR à destination du Fonds Maribel Social du secteur public.

**Art. 3.** Les paiements effectués par les Fonds aux employeurs visés sont fonction de l'application, par ces employeurs, de l'accord social visés à l'article 1<sup>er</sup>.

**Art. 4.** Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
R. DEMOTTE

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het bedrag bedoeld in dit besluit zo snel mogelijk aan het Fonds voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten gestort moet worden voorzover het uitvoering geeft aan het sociaal akkoord dat betrekking heeft op de gezondheidssector en dat in 2005 door de federale regering werd gesloten met de betrokken representatieve organisaties van werkgevers en werknemers;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 april 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 20 april 2007;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het bedrag, bedoeld in artikel 191, eerste lid, 5<sup>ter</sup>, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, ter financiering van de fondsen bedoeld in artikel 35, § 5, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, met het oog op de betaling van de vergoedingen voorzien in het sociaal akkoord dat betrekking heeft op de gezondheidssector en dat in 2005 door de federale regering werd gesloten met de betrokken representatieve organisaties van de werkgevers en werknemers, voorzover het betrekking heeft op werknemers tewerkgesteld in de sector van de thuisverpleging, in wijkgezondheidscentra en door het Rode Kruis, wordt voor het jaar 2007 vastgesteld op 5.973.078 EUR.

**Art. 2.** Het bedrag bedoeld in artikel 1 wordt door het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeits-verzekering gestort als volgt :

voor de private sector zal van dit bedrag 5.876.980 EUR gestort worden aan het Sociaal maribel Fonds voor gezondheidsinrichtingen- en diensten 305.2;

voor de publieke sector zal van dit bedrag 96.097 EUR gestort worden aan het Fonds Sociale Maribel van de Overheidssector.

**Art. 3.** De betalingen door de Fondsen aan de betrokken werkgevers is afhankelijk van de toepassing door deze werkgevers van het in artikel 1 bedoelde sociale akkoord.

**Art. 4.** Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
R. DEMOTTE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE**

F. 2007 — 2180

[C — 2007/22854]

**9 MAI 2007. — Arrêté royal portant exécution de l'article 278 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, notamment l'article 7, § 4, remplacé par la loi du 11 décembre 1998 et l'article 17bis inséré par la loi du 11 décembre 1998;

Vu l'article 278 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, modifiée par la loi portant des dispositions diverses du 27 décembre 2005;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID**

N. 2007 — 2180

[C — 2007/22854]

**9 MEI 2007. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 278 van de programmawet (I) van 24 december 2002**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid op artikel 7, § 4, vervangen bij de wet van 11 december 1998, en op artikel 17bis, ingevoegd bij de wet van 11 december 1998;

Gelet op artikel 278 van de programmawet (I) van 24 december 2002, gewijzigd bij de wet houdende diverse bepalingen van 27 december 2005;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale verzorging, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Vu l'avis de la Commission pour la protection de la vie privée, donné le 7 février 2007;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 mars 2007;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 16 mars 2007;

Vu l'avis n° 42.571/1 du Conseil d'Etat, donné le 11 avril 2007, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'Agence intermutualiste visée à l'article 278 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, est autorisée à constituer l'échantillon représentatif visé à l'alinéa 5 de l'article susmentionné de 1/40 des assurés sociaux qui sont affiliés ou inscrits auprès des organismes assureurs, complété par 1/40 des assurés de 65 ans et plus ainsi qu'un fichier de référence qui indique quels assurés font partie du ménage pour lequel le maximum à facturer est appliqué, sous la forme d'un ou plusieurs fichiers d'échantillon et à l'actualiser au 31 décembre de chaque année civile. Cet échantillon contient conformément à l'alinéa 5 de l'article 278 susvisé toutes les données sociales à caractère personnel qui concernent l'assuré et qui sont à la disposition des organismes assureurs dans le cadre de l'assurance obligatoire maladie-invalidité, en ce compris les données dont disposent les organismes assureurs en exécution de l'article 165, alinéas 6 à 8, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994. Les données sont préalablement codées par l'organisme assureur et transmises à un organisme intermédiaire, qui les code une seconde fois, avant qu'elles ne soient transmises à l'Agence intermutualiste.

**Art. 2.** L'Agence intermutualiste donne de manière permanente, via une connexion sécurisée, aux organismes visés à l'article 278, alinéa 2, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 ainsi qu'au Bureau fédéral du Plan, accès à l'échantillon représentatif permanent qu'elle a sélectionné. Lors de la composition des fichiers à mettre à disposition, l'Agence intermutualiste soit ne reproduira un certain nombre de caractéristiques personnelles ou relatives au traitement, qui pourraient entraîner l'identification de l'assuré, qu'à un niveau d'agrégation suffisamment élevé, de sorte qu'une telle identification soit exclue, soit limitera le nombre de variables à un point tel que l'identification par le biais d'une combinaison des valeurs de différentes variables devienne impossible.

La commission visée à l'article 5 est chargée de la spécification des fichiers codés de données à constituer. Conformément à l'article 278, alinéa 5, susvisé, les organismes qui bénéficient d'un accès aux données codées - en rapport avec l'identité de l'assuré - de cet échantillon utilisent exclusivement ces données dans le cadre de leurs missions de gestion et de recherche légales ou prévues par la loi, ainsi que pour leurs missions d'évaluation et de contrôle légales ou prévues par la loi. Ils communiqueront aux tiers uniquement les données anonymes. Il est interdit à chaque utilisateur de procéder à des opérations qui pourraient conduire, soit directement, soit indirectement, à l'identification de personnes reprises dans l'échantillon.

Les données de l'échantillon des années de prestation 2002, 2003 et 2004 sont mises à disposition dans les dix jours suivant la publication du présent arrêté, les données de l'échantillon des années de prestation 2005 et suivantes le sont au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit l'année de prestation.

**Art. 3.** L'Agence intermutualiste reçoit, pour la mise à disposition de l'échantillon représentatif permanent aux organismes visés à l'article 2, ainsi que pour le soutien technique qui y est attaché, une indemnisation forfaitaire annuelle.

Gelet op het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, gegeven op 7 februari 2007;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 maart 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 16 maart 2007;

Gelet op het advies nr. 42.571/1 van de Raad van State, gegeven op 11 april 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het Intermutualistisch Agentschap, bedoeld in artikel 278 van de programmawet (I) van 24 december 2002, wordt ertoe gemachtigd de in het vijfde lid van het voornoemde artikel bedoelde representatieve steekproef van 1/40 sociaal verzekerden die aangesloten of ingeschreven zijn bij de verzekeringsinstellingen, aangevuld met 1/40 van de verzekerden van 65 jaar en ouder en een referentiebestand dat aanduidt welke verzekerden deel uitmaken van het gezin waarvoor de maximumfactuur wordt toegepast, samen te stellen onder de vorm van één of meerdere steekproefbestanden en te actualiseren op 31 december van elk kalenderjaar. Deze steekproef bevat overeenkomstig het voornoemde artikel 278, vijfde lid, alle sociale gegevens van persoonlijke aard die op de verzekerde betrekking hebben en waarover de verzekeringsinstellingen beschikken in het kader van de verplichte ziekte en invaliditeitsverzekering, inclusief de gegevens waarover de verzekeringsinstellingen beschikken in uitvoering van artikel 165, zesde tot achtste lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994. De gegevens worden voorafgaand gecodeerd door de verzekeringsinstelling en overgemaakt aan een intermediaire organisatie, die ze een tweede maal codeert alvorens ze worden overgemaakt aan het Intermutualistisch Agentschap.

**Art. 2.** Het Intermutualistisch Agentschap geeft aan de instellingen bedoeld in artikel 278, tweede lid, van de programmawet (I) van 24 december 2002 alsmede aan het Federaal Planbureau, op permanente wijze, via een beveiligde verbinding, toegang tot de door haar getrokken permanente representatieve steekproef. Bij de samenstelling van de ter beschikking te stellen steekproefbestanden zal het Intermutualistisch Agentschap hetzij een aantal persoons- of zorgkenmerken die aanleiding zouden kunnen geven tot de identificatie van een verzekerde slechts op een voldoende hoog aggregatieniveau weergeven zodat zulke identificatie wordt uitgesloten, hetzij het aantal variabelen dermate beperken dat identificatie door een combinatie van de waarden van de verschillende variabelen onmogelijk wordt.

De in artikel 5 bedoelde commissie wordt belast met de specificatie van de aan te maken gecodeerde gegevensbestanden. Overeenkomstig het voornoemde artikel 278, vijfde lid, gebruiken de instellingen die toegang krijgen tot de aldus wat de identiteit van de verzekerde betreft, gecodeerde gegevens van deze steekproef, deze gegevens enkel in het kader van hun wettelijke of krachtens de wet voorziene beheers- en onderzoeksoverdrachten en voor hun wettelijke of krachtens de wet voorziene controle- en evaluatietaken. Ze zullen aan derden enkel anonieme gegevens meedelen. Het is aan elke gebruiker verboden handelingen te verrichten die, hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks, tot identificatie van de personen, opgenomen in de steekproef zouden kunnen leiden.

De steekproefgegevens van de prestatiejaren 2002, 2003 en 2004 worden ter beschikking gesteld binnen de tien dagen na de bekendmaking van dit besluit, de steekproefgegevens van de prestatiejaren 2005 en volgende uiterlijk op 31 december van het jaar dat volgt op het prestatiejaar.

**Art. 3.** Het Intermutualistisch Agentschap ontvangt voor de terbeschikkingstelling van de permanente representatieve steekproef aan de in artikel 2 bedoelde instellingen, en de technische ondersteuning daaraan verbonden, een jaarlijkse forfaitaire vergoeding.

Pour les données de l'échantillon des années de prestation 2002, 2003 et 2004, une indemnisation globale de 125.000 EUR est payée. Pour les données de l'échantillon des années de prestation 2005 et suivantes, et pour le soutien technique continu lors de l'exploitation des années de prestation disponibles, l'indemnisation est de maximum 100.000 EUR par an. Cette indemnisation consiste en un montant fixe de 50.000 EUR par an et est augmentée de maximum 50.000 EUR par an en fonction de l'utilisation effective en ligne et du nombre d'interventions techniques des différents organismes.

Le paiement du montant de 125.000 EUR et du montant fixe de 50.000 EUR a lieu dans les trois mois de la mise à disposition. La commission technique visée à l'article 5 fait une proposition d'allocation du montant maximum de 50.000 EUR sur la base d'un rapport relatif à l'utilisation effective en ligne et au nombre d'interventions techniques pour les différents organismes. Cette proposition est transmise au Conseil général de l'assurance soins de santé au plus tard à la fin du troisième trimestre de l'année. Le Conseil général décide de l'allocation du montant maximum de 50.000 EUR, qui est payé au plus tard à la fin du quatrième trimestre de l'année.

Le montant de 100.000 EUR est adapté au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année sur la base de l'évolution, entre le 30 juin de l'avant-dernière année et le 30 juin de l'année précédente, de la valeur de l'index santé, prévu à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 8 décembre 1997 fixant les modalités d'application pour l'indexation des prestations dans le régime de l'assurance obligatoire soins de santé.

L'indemnisation est payée par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité sur production des états de frais et est imputée au budget des frais d'administration de l'Institut.

**Art. 4.** En vue de l'utilisation optimale des données de l'échantillon, on entend par mise à disposition des fichiers d'échantillon : l'accès permanent, les jours ouvrables, via une connexion sécurisée qui permet tant une consultation et utilisation en ligne que le téléchargement total ou partiel des données de l'échantillon, ainsi que la transmission des données de l'échantillon sur support magnétique ou électronique.

Les données de l'échantillon d'une année de prestation restent accessibles en permanence via une connexion sécurisée jusqu'au 31 décembre de la dixième année qui suit l'année de prestation. Après l'écoulement d'une période de dix ans suivant une année de prestation, les données de l'échantillon de cette année de prestation sont détruites.

**Art. 5.** Il est institué une commission technique qui définit à quels critères pratiques et de qualité doit satisfaire la mise à disposition des fichiers d'échantillon et qui vérifie le respect de ces critères. Ces critères de qualité sont relatifs à la représentativité de l'échantillon, l'exhaustivité des données, l'accessibilité permanente et la continuité du soutien technique. La commission contrôle également les mesures qui sont adoptées pour éviter l'identification des assurés repris dans l'échantillon et donne son approbation à la convention qui est conclue dans ce cadre avec un tiers de confiance. La commission fait rapport de ses activités chaque année au Conseil général de l'assurance soins de santé et à la Commission de la protection de la vie privée.

La commission est composée de deux représentants de la Commission de la protection de la vie privée, de deux représentants de l'Agence intermutualiste et de deux représentants de chaque organisme ayant accès aux fichiers d'échantillon. La présidence de la commission est assurée par le Fonctionnaire dirigeant du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité ou par la personne désignée par lui. La commission établit un règlement d'ordre intérieur, qui précise notamment ses règles de fonctionnement.

**Art. 6.** L'Agence intermutualiste est responsable du traitement de l'échantillon représentatif. Les organismes visés à l'article 2 qui téléchargent totalement ou partiellement des données d'échantillon et/ou à qui des données d'échantillon sont transmises sur support magnétique ou électronique, sont responsables de la manipulation ultérieure de ces données en leur sein.

Voor de steekproefgegevens van de prestatiejaren 2002, 2003 en 2004 wordt een globale vergoeding betaald van 125.000 EUR. Voor de steekproefgegevens van de prestatiejaren 2005 en volgende, en voor de continue technische ondersteuning bij de exploitatie van de beschikbare prestatiejaren, bedraagt de vergoeding maximaal 100.000 EUR per jaar. Deze vergoeding is samengesteld uit een vast bedrag van 50.000 EUR per jaar en wordt naargelang het effectieve onlinegebruik en naargelang het aantal technische interventies van de verschillende instellingen verhoogd met maximum 50.000 EUR per jaar.

De betaling van 125.000 EUR en van het vast bedrag van 50.000 EUR gebeurt binnen de drie maanden na de terbeschikkingstelling. De technische commissie bedoeld in artikel 5 maakt een voorstel van toewijzing van het bedrag van maximum 50.000 EUR op basis van een rapport met betrekking tot het effectieve onlinegebruik en het aantal technische interventies voor de verschillende instellingen. Dit voorstel wordt uiterlijk op het einde van het derde trimester van het jaar overgemaakt aan de Algemene raad van de verzekering voor geneeskundige verzorging. De Algemene raad beslist over de toewijzing van het bedrag van maximum 50.000 EUR, dat wordt betaald uiterlijk op het einde van het vierde trimester van het jaar.

Het bedrag van 100.000 EUR wordt op 1 januari van elk jaar aangepast op grond van de evolutie, tussen 30 juni van het voorlaatste jaar en 30 juni van het vorige jaar, van de waarde van de gezondheidsindex, bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 8 december 1997 tot bepaling van de toepassingsmodaliteiten voor de indexering van de prestaties in de regeling van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging.

De vergoeding wordt betaald door het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering na voorlegging van de kostenstaten en wordt aangerekend op de begroting voor administratiekosten van het Instituut.

**Art. 4.** Met het oog op het optimaal gebruik van de steekproefgegevens wordt onder terbeschikkingstelling van de steekproefbestanden verstaan: de permanente toegang, op werkdagen, via een beveiligde verbinding, die zowel een online consultatie en gebruik toelaat, als het geheel of gedeeltelijk downloaden van de steekproefgegevens, en de overdracht van de steekproefgegevens via magnetische of elektronische drager.

De steekproefgegevens van een prestatiejaar blijven permanent toegankelijk via een beveiligde verbinding tot 31 december van het tiende jaar dat volgt op het prestatiejaar. Na verloop van tien jaar na een prestatiejaar worden de steekproefgegevens van dat prestatiejaar vernietigd.

**Art. 5.** Er wordt een technische commissie opgericht die vastlegt aan welke praktische en kwaliteitscriteria de terbeschikkingstelling van de steekproefbestanden moet voldoen en die de naleving van deze kwaliteitscriteria onderzoekt. Deze kwaliteitscriteria hebben betrekking op de representativiteit van de steekproef, de volledigheid van de data, de permanente toegankelijkheid en de continuïteit van de technische ondersteuning. De commissie houdt tevens toezicht op de maatregelen die worden genomen om de identificatie van de in de steekproef opgenomen verzekerden te vermijden en geeft haar goedkeuring aan de overeenkomst die in dat kader wordt gesloten met een betrouwbare derde. De commissie brengt jaarlijks verslag van haar werkzaamheden uit aan de Algemene Raad van de verzekering voor geneeskundige verzorging en aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De commissie is samengesteld uit twee vertegenwoordigers van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, twee vertegenwoordigers van het Intermutualistisch Agentschap en twee vertegenwoordigers van elke instelling die toegang heeft tot de steekproefbestanden. Het voorzitterschap van de commissie wordt waargenomen door de Leidend ambtenaar van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering of diegene die hij daartoe aanwijst. De commissie stelt een huishoudelijk reglement op waarin met name zijn werkingsregels nader worden bepaald.

**Art. 6.** Het Intermutualistisch Agentschap is de verantwoordelijke voor de verwerking van de representatieve steekproef. De in artikel 2 bedoelde instellingen die steekproefgegevens geheel of gedeeltelijk downloaden en/of aan wie steekproefgegevens via magnetische of elektronische drager werden overgedragen, zijn verantwoordelijk voor de verdere manipulatie van deze gegevens binnen hun instelling.

Les organismes doivent disposer d'un consultant en matière d'information, de sécurité et de protection de la vie privée qui a une tâche d'avis, de documentation, de stimulation et de contrôle en ce qui concerne l'application de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Ces organismes doivent également disposer d'un praticien des soins de santé, parmi leur personnel ou non, chargé de la surveillance et du contrôle du traitement des données à caractère personnel relatives à la santé. Le conseiller en sécurité susvisé et le praticien des soins de santé s'assurent que les données mises à disposition par l'Agence intermutualiste sont utilisées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Les organismes prennent toutes les mesures nécessaires pour limiter l'accès à ces données aux seules personnes qui sont expressément chargées d'utiliser ces données et dans la seule mesure où elles en ont besoin pour exécuter leurs missions. Les organismes veillent, chacun en ce qui le concerne, à ce que toutes les personnes qui ont accès aux fichiers de l'échantillon représentatif soient tenues de respecter le caractère confidentiel des données. Les conseillers en sécurité des organismes concernés tiennent à jour une liste des consultations de telle sorte qu'on puisse contrôler qui a appliqué quel traitement à quel moment, relativement à quelles données et à quelles fins. Cette liste ne peut contenir aucune donnée relative au contenu et est tenue par le conseiller en sécurité à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée.

Les organismes prennent également les mesures de protection et de sécurité nécessaires afin d'empêcher la destruction accidentelle ou illicite des données, la perte accidentelle des données, l'accès illicite à celles-ci, leur diffusion illicite, leur modification ou leur couplage avec d'autres données dont ils disposent.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 8.** Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 mai 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
R. DEMOTTE

De instellingen moeten beschikken over een consultant informatie, veiligheid en bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Deze persoon heeft een adviserende, documenterende, stimulerende en controlerende taak inzake de toepassing van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. Deze instellingen moeten eveneens beschikken, al dan niet onder hun personeel, over een beoefenaar in de gezondheidszorg onder wiens toezicht en controle de verwerking van persoonsgegevens betreffende de gezondheid gebeurt. De voornoemde veiligheidsconsulent en de beoefenaar in de gezondheidszorg zien er op toe dat de door het Intermutualistisch Agentschap ter beschikking gestelde gegevens worden gebruikt overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

De instellingen nemen alle noodzakelijke maatregelen om de toegang tot deze gegevens te beperken tot de personen die uitdrukkelijk zijn belast met het gebruik van deze gegevens en enkel voor zover zij deze gegevens nodig hebben om hun opdrachten uit te voeren. De instellingen waken erover, elk wat hen betreft, dat alle personen die toegang hebben tot de gegevensbestanden van de representatieve steekproef ertoe gehouden zijn het vertrouwelijke karakter van de gegevens in acht te nemen. De veiligheidsconsulenten van de betrokken instellingen houden een lijst bij van de raadplegingen, zodat kan worden nagegaan wie op welk tijdstip welke verwerking heeft toegepast, op welke gegevens en voor welke doeleinden. Deze lijst mag geen inhoudelijke gegevens bevatten en wordt door de veiligheidsconsulent ter beschikking gehouden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De instellingen nemen de nodige beschermings- en veiligheidsmaatregelen om de toevallige of ongeoorloofde vernietiging van de gegevens, het toevallige verlies van de gegevens, de ongeoorloofde toegang tot de gegevens, hun ongeoorloofde verspreiding, hun wijziging of hun koppeling met andere gegevens waarover zij beschikken te vermijden.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 8.** Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 mei 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
R. DEMOTTE

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2007 — 2181

[C - 2007/00534]

**25 MAI 2007.** — Arrêté ministériel constatant la conformité aux conditions générales d'agrément des systèmes automatisés de vote et des systèmes électroniques de totalisation présentés par la firme STERIA sous l'appellation « DIGIVOTE »

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu la loi du 11 avril 1994 organisant le vote automatisé, notamment l'article 2, § 2, alinéa 2, remplacé par la loi du 12 août 2000;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 1994 fixant les conditions générales d'agrément des systèmes de vote automatisés et des systèmes électroniques de totalisation des votes;

Vu l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> septembre 2006 portant agrément des entreprises PricewaterhouseCoopers Enterprise Advisory SCRL, Verdonck, Kloosters & Associates BV et SYSQA BV en tant qu'organismes d'avis tant pour les systèmes et logiciels de vote automatisé que pour les logiciels électoraux de recensement des voix et de répartition des sièges;

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2007 — 2181

[C - 2007/00534]

**25 MEI 2007.** — Ministerieel besluit tot vaststelling van de overeenstemming van de geautomatiseerde stemsystemen en de elektronische optelsystemen voorgesteld door de firma STERIA onder de benaming « DIGIVOTE », met de algemene erkenningsvoorwaarden

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op de wet van 11 april 1994 tot organisatie van de geautomatiseerde stemming, inzonderheid op artikel 2, § 2, tweede lid, vervangen bij de wet van 12 augustus 2000;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 1994 tot vaststelling van de algemene erkenningsvoorwaarden van de geautomatiseerde stemsystemen en de elektronische systemen voor het optellen van de stemmen;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 september 2006 houdende erkenning van de bedrijven PricewaterhouseCoopers Enterprise Advisory CVBA, Verdonck, Kloosters & Associates BV en SYSQA BV als adviesorganen zowel voor de geautomatiseerde stemsystemen en -software als voor de verkiezingssoftware voor de stemopneming en de verdeling van de zetels;